

## Rétrospective en **droit public** | 2025

Margaux Collaud

Janvier 2025 | Décembre 2025

---

### **ATF 151 II 271**

#### **La violation de l'art. 29 LLCA**

Avant d'ouvrir une procédure disciplinaire contre un·e avocat·e ressortissant·e d'un État membre de l'UE ou de l'AELE exerçant de manière permanente en Suisse sous son titre d'origine, l'autorité de surveillance doit informer l'autorité compétente de l'État de provenance en application de l'**art. 29 LLCA**. La violation de cette disposition n'entraîne toutefois pas la nullité de la décision en cause, mais son annulation (CdS). [www.lawinside.ch/1526/](http://www.lawinside.ch/1526/)

### **ATF 151 II 164**

#### **Allocution d'un Conseiller fédéral à la radio SRF : violation du principe de pluralité des opinions ?**

Les allocutions du Conseil fédéral présentent plusieurs particularités qui justifient une application moins stricte du principe de pluralité des opinions, notamment en raison de leur objectif politique et démocratique ainsi qu'en l'absence d'influence de la SSR sur leur contenu. La SSR doit néanmoins respecter le principe de pluralité dans le cadre de ses autres émissions pertinentes pour la votation (MC). [www.lawinside.ch/1529/](http://www.lawinside.ch/1529/)

### **ATF 151 II 245**

#### **Inaction des gardes-frontière suisses lors d'une urgence médicale : les dommages-intérêts et le tort moral prévus par la LRFC**

Un père de famille ayant vu sa femme enceinte de 6 mois souffrir pendant plusieurs heures sans aide médicale lors d'une interpellation par les gardes-frontière suisses, ensuite de quoi son enfant est mort-né, est directement touché dans sa personnalité. Il obtient une réparation morale de CHF 1'000 (SPi). [www.lawinside.ch/1534/](http://www.lawinside.ch/1534/)

### **CDAP (VD), 08.11.2024, FI.2024.0092**

#### **La légalité d'une taxe d'amarrage communale**

Une taxe d'amarrage communale pour les bateaux visiteurs d'un port doit reposer sur une base légale suffisante. En cas de délégation à l'exécutif, le mode de calcul et la quotité de la taxe peuvent figurer dans une loi au sens matériel. Dans tous les cas, le cercle des contribuables, l'objet et la base de calcul de la contribution doivent figurer dans une loi au sens formel. En l'occurrence, la taxe d'amarrage ne repose pas sur une base légale suffisante (TS). [www.lawinside.ch/1535/](http://www.lawinside.ch/1535/)

### **ATF 151 II 213**

#### **L'autorisation d'exercer une activité lucrative en Suisse pour la conjointe d'un frontalier français**

La conjointe (non ressortissante d'un État membre de l'ALCP) d'un ressortissant d'un État membre bénéficiant d'une autorisation frontalière selon l'ALCP n'a pas un droit dérivé à

travailler en Suisse comme frontalière. Son conjoint, travailleur frontalier, ne possède pas de droit de séjour mais un titre spécifique. Les membres de sa famille ne peuvent donc pas obtenir de droit dérivé du droit de séjour (MC). [www.lawinside.ch/1537/](http://www.lawinside.ch/1537/)

## **ATF 151 I 41**

### **Le changement de parti politique par une élue entre son élection et son entrée en fonction**

Le changement de parti en cours de législature, ainsi qu'entre le scrutin et l'entrée en fonction, ne porte en principe pas atteinte aux droits politiques. Cette liberté trouve sa limite dans la tromperie des électeurs et électrices (art. 34 al. 2 Cst.) : celui ou celle qui se présente à une élection au système proportionnel en cachant sa « véritable » appartenance à une liste induit les électeurs et électrices en erreur sur un fait décisif et les trompe gravement, de sorte que le résultat du scrutin ne traduit plus fidèlement leur volonté librement exprimée (MC). [www.lawinside.ch/1539/](http://www.lawinside.ch/1539/)

## **TF, 19.02.2025, 2C\_420/2024**

### **La LLCA et les sanctions disciplinaires pour des faits ne relevant pas de l'activité professionnelle de l'avocat·e : quelques rappels**

Le fait qu'un·e avocat·e agisse à titre privé n'empêche pas, en fonction des circonstances, des sanctions disciplinaires au sens de la LLCA (CdS). [www.lawinside.ch/1559/](http://www.lawinside.ch/1559/)

## **ATF 151 II 254**

### **La prise en charge des soins vétérinaires pour un animal sans propriétaire identifié**

Lorsqu'une commune procède à une exécution par substitution (art. 24 LPA), aucune disposition de droit public ne lui impose de prendre en charge les frais de vétérinaire pour le traitement d'un chat blessé, trouvé sur son territoire, dont le propriétaire n'est pas identifiable. La relation juridique entre la clinique vétérinaire mandatée et la commune relève du droit privé (MC). [www.lawinside.ch/1560/](http://www.lawinside.ch/1560/)

## **ATF 151 II 178**

### **La location de services à Uber**

En raison de la cession de l'essentiel des pouvoirs de direction en faveur de Uber, l'activité de Chaskis SA relève de la location de services au sens de la Loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de services (LSE) et, partant, est soumise à autorisation (ALVO/SS). [www.lawinside.ch/1563/](http://www.lawinside.ch/1563/)

## **ATF 151 II 699**

### **Les entreprises de services aux voyageurs au sens de l'art. 26 al. 2 et 4 OLT2 et le travail dominical**

Pour bénéficier de l'exception à l'interdiction du travail dominical prévue à l'art. 26 al. 2 et 4 OLT2, il ne suffit pas qu'un point de vente se trouve dans le périmètre d'une gare. Encore faut-il que la taille et le nombre d'usagers de la gare justifient l'application de la disposition susmentionnée (CdS). [www.lawinside.ch/1565/](http://www.lawinside.ch/1565/)

## **ATF 151 I 177**

### **La constitutionnalité du plafonnement de l'activité économique subventionnée et privée**

Lorsque l'État subventionne une activité économique privée, il n'est possible de se prévaloir de la liberté économique que de manière limitée s'agissant de la part de l'activité subventionnée. En revanche, s'agissant de la part de l'activité non-subventionnée, la liberté économique s'applique entièrement. Un plafonnement de l'activité économique privée non-subventionnée constitue une atteinte grave à la liberté économique, laquelle n'est admissible qu'aux conditions de l'[art. 36 Cst.](#) (SPf). [www.lawinside.ch/1567/](http://www.lawinside.ch/1567/)

## **ATF 151 II 475**

### **L'application parallèle du droit suisse et du droit européen en matière de cartels dans le secteur aérien**

La participation à des réunions impliquant la fixation coordonnée de surtaxes sur le carburant en matière de fret aérien constitue un accord illicite sur les prix au sens de l'[Accord sur le transport aérien](#) conclu entre la Suisse et l'Union européenne. Lorsque les liaisons entre la Suisse et des pays tiers sont en cause, le droit suisse peut être appliqué parallèlement au droit européen afin de garantir l'effet utile du traité (JM). [www.lawinside.ch/1571/](http://www.lawinside.ch/1571/)

## **ATF 151 II 630**

### **Le sort des procédures d'assistance administrative internationale en matière fiscale envers la Russie**

En assistance administrative internationale en matière fiscale, la Fédération de Russie n'offre plus les garanties de respect de l'ordre public et du principe de spécialité depuis son agression de l'Ukraine. Il sied donc de rejeter les demandes d'assistance russes et de ne pas les suspendre, afin de respecter les principes de célérité et de diligence (ALa/EJG). [www.lawinside.ch/1574/](http://www.lawinside.ch/1574/)

## **ATF 151 I 354**

### **Le domicile civil comme condition d'éligibilité au Conseil des États**

Le dies a quo pour contester l'éligibilité d'un candidat intervient au moment de la publication des résultats électoraux. L'exigence de disposer d'un domicile civil – comme composante du domicile politique – afin d'être éligible au Conseil des États doit s'examiner strictement au regard de la jurisprudence rendue en lien avec l'[art. 23 CC](#). Il n'est ainsi pas admissible d'admettre l'existence du domicile civil au sein d'un canton en se fondant exclusivement sur l'existence d'un « lien étroit » entre le justiciable et le canton en question (SPf). [www.lawinside.ch/1575/](http://www.lawinside.ch/1575/)

## **TF, 16.04.2025, 1C\_607/2024**

### **L'absence de droit de vote des mineurs et des abeilles**

À l'heure actuelle, il n'est pas possible de déduire du droit en vigueur un droit de vote en matière environnementale pour les mineurs et les abeilles (CdS). [www.lawinside.ch/1577/](http://www.lawinside.ch/1577/)

## **ATF 151 II 687**

### **La méthode de calcul des coûts de l'électricité (art. 22 al. 2 let. a LApEI)**

L'EICom peut se fonder sur les coûts reportés dans la dernière comptabilité analytique disponible pour juger de la légalité des tarifs de l'électricité de l'année en cours (principe de l'année de référence), sans qu'il en résulte de violation de l'[art. 22 al. 2 let. a LApEI](#) (ALa). [www.lawinside.ch/1578/](http://www.lawinside.ch/1578/)

## **TF, 05.03.2025, 1C\_170/2024\***

### **La compétence de la commune pour les permis hors zone à bâtir (art. 25 al. 2 LAT)**

i. Pour les permis hors zone à bâtir, l'autorité cantonale doit toujours se prononcer sur le fond s'agissant de la conformité à la zone ou d'une possible dérogation ([art. 24 ss LAT](#)), que l'autorisation soit délivrée par elle-même ou par l'autorité communale avec son approbation ([art. 25 al. 2 LAT](#)). L'autorité communale ne peut pas elle-même refuser l'autorisation pour défaut de conformité à la zone. ii. Si l'autorité cantonale se prononce sur la conformité à la zone ou une éventuelle dérogation ([art. 24 ss LAT](#)) et que l'autorité communale se prononce sur les autres aspects, les différentes décisions doivent être matériellement et formellement coordonnées ([art. 25a LAT](#)) (MC). [www.lawinside.ch/1581/](http://www.lawinside.ch/1581/)

## **ATF 151 I 382**

### **La constitutionnalité de la compétence d'approbation des décisions cantonales du SEM**

L'[art. 99 al. 2 LEI](#) accorde au SEM la compétence de refuser l'approbation des décisions des autorités cantonales, y compris des autorités judiciaires de recours. Dans cette dernière hypothèse, l'[art. 99 al. 2 LEI](#) viole le droit constitutionnel à la séparation des pouvoirs car il fait du SEM une quasi-autorité de surveillance des tribunaux cantonaux. Pour le surplus, l'[art. 99 al. 2 LEI](#) respecte la CEDH. Partant, l'[art. 190 Cst.](#) impose au Tribunal fédéral et aux autres autorités de l'appliquer malgré son inconstitutionnalité (SPf). [www.lawinside.ch/1586/](http://www.lawinside.ch/1586/)

## **ATF 151 I 32**

### **La soumission d'un projet ferroviaire et routier au référendum obligatoire**

En matière de référendum financier, le principe de l'unité de la matière implique qu'un projet financier ne peut porter sur des objets distincts, sauf s'ils sont interdépendants ou s'ils poursuivent un objectif commun créant un lien matériel étroit entre eux. Lorsque des infrastructures ferroviaires et routières sont étroitement liées, une planification d'ensemble peut s'avérer nécessaire. Il y a lieu de déterminer la part de chacun des objets et d'examiner si le seuil pertinent déclenchant l'obligation de référendum est atteint pour une partie du projet (MC). [www.lawinside.ch/1588/](http://www.lawinside.ch/1588/)

## **ATF 151 I 337**

### **Le refus de reconnaissance de l'association d'étudiants Zofingue par l'UNIL et l'EPFL**

Au vu de l'importance actuelle accordée à l'égalité des sexes, le Tribunal fédéral modifie sa jurisprudence et considère que, dans le cadre de l'octroi de la reconnaissance d'une association d'étudiant-e-s par une haute école, le principe d'égalité des sexes ([art. 8 Cst.](#)) prime la liberté d'association ([art. 23 Cst.](#)) lorsqu'il n'existe pas de lien objectif entre le but de l'association et l'exclusion d'un sexe (MC). [www.lawinside.ch/1591/](http://www.lawinside.ch/1591/)

## **ATF 151 II 640**

### **La pratique de la représentation en justice en Suisse à titre permanent par un avocat ressortissant d'un État membre de l'UE ou de l'AELE (art. 27 et 28 LLCA)**

Pour pratiquer la représentation en justice en Suisse à titre permanent et requérir son inscription au tableau (art. 27 et 28 LLCA), un avocat ressortissant d'un État membre de l'UE ou de l'AELE habilité à exercer dans son État de provenance n'a plus besoin de démontrer qu'il entend pratiquer de manière stable et durable en Suisse ; il suffit qu'il démontre qu'il ait l'intention de s'établir en Suisse (revirement de jurisprudence) (ALa). [www.lawinside.ch/1593/](http://www.lawinside.ch/1593/)

## **CourEDH, 03.04.2025, Affaire N.D. c. Suisse, requête no 56114/18**

### **La portée des obligations positives de l'État en matière de violences à l'égard des femmes**

L'art. 2 CEDH met à charge des États parties à la Convention une obligation positive de prendre des mesures d'ordre pratique afin de protéger la vie d'un individu de comportements criminels d'autrui. Lorsque sont en cause des violences à l'égard des femmes ou des violences domestiques, l'État a à sa charge une obligation de prévention efficace qui inclut une évaluation du risque de létalité autonome, proactive et exhaustive (SPf). [www.lawinside.ch/1597/](http://www.lawinside.ch/1597/)

## **ATF 151 I 306**

### **Le droit au mariage en l'absence de titre de séjour des deux fiancés**

Un refus général de délivrer des autorisations de séjour de courte durée en vue du mariage lorsque les fiancés sont tous deux dépourvus de titres de séjour porte atteinte à la substance du droit au mariage (art. 14 Cst. ; art. 12 CEDH). Dans certaines circonstances exceptionnelles, il convient d'octroyer les autorisations, même si les mariés n'auront pas le droit de demeurer en Suisse par la suite (CdS). [www.lawinside.ch/1598/](http://www.lawinside.ch/1598/)

## **TF, 02.06.2025, 2C\_611/2024\***

### **L'avocat·e qui s'en rapporte à justice**

En fonction des circonstances, l'avocat·e ne viole pas son devoir de diligence en s'en rapportant à justice plutôt que de plaider que l'appel est réputé retiré lorsqu'un·e autre appelant·e fait défaut (art. 407 al. 1 lit. a CPP). En l'espèce, cette faute technique n'atteint pas le seuil de gravité nécessaire pour tomber sous le coup de l'art. 12 lit. a LLCA (CdS). [www.lawinside.ch/1600/](http://www.lawinside.ch/1600/)

## **ATF 151 I 314**

### **La non-conformité à la Constitution d'une école secondaire pour filles**

i. L'art. 15 al. 4 Cst. exclut tout enseignement religieux obligatoire. En outre, le contenu et l'organisation de l'enseignement ne doit pas être systématiquement orienté vers une croyance.  
ii. Les écoles publiques doivent en principe être mixtes (art. 8 al. 3 Cst.) (MC). [www.lawinside.ch/1601/](http://www.lawinside.ch/1601/)

## **ATF 151 I 113**

### **La validité des restrictions cantonales à la location de personnel en matière de marchés publics**

Les cantons peuvent édicter des normes visant à restreindre l'usage de la location de personnel en matière de marchés publics, pour autant qu'elles se limitent à concrétiser les critères d'aptitude prévus par l'[art. 63 al. 4 AIMP](#). Ces restrictions ne doivent pas s'appliquer de manière systématique, mais être justifiées en fonction des exigences spécifiques de chaque marché public (JM). [www.lawinside.ch/1602/](http://www.lawinside.ch/1602/)

## **TF, 21.03.2025, 2C\_431/2024**

### **Le salaire minimum genevois et l'exception applicable aux stagiaires**

Il n'est pas arbitraire de considérer qu'un employeur ne peut pas se contenter de se prévaloir de sa « longue tradition » à encadrer des stagiaires, sans fournir d'autres éléments en lien avec les prétendus stages, pour prouver que les employés concernés échappent à l'exception au salaire minimum genevois prévue par l'[art. 39J lit. b LIRT/GE](#) (CdS). [www.lawinside.ch/1604/](http://www.lawinside.ch/1604/)

## **CDAP (VD), 30.06.2025, GE.2024.0376**

### **L'avocat·e qui harcèle sexuellement un·e client·e: l'analogie avec la LEg**

Pour déterminer si un·e avocat·e a adopté un comportement constitutif de harcèlement sexuel à l'encontre d'un·e client·e, il se justifie de se référer par analogie aux dispositions de la LEg et à la jurisprudence développée sur cette base. Un tel comportement constitue une violation de l'[art. 12 lit. a LLCA](#) (CdS). [www.lawinside.ch/1606/](http://www.lawinside.ch/1606/)

## **TF, 19.05.2025, 2D\_14/2024\***

### **La protection judiciaire des tiers face aux contrats conclus par des autorités publiques: l'injonction tendant à la résiliation du contrat**

L'[art. 58 al. 2 AIMP](#) n'est applicable que lorsqu'un contrat de marché public a été conclu durant une procédure de recours dépourvue d'effet suspensif. Lorsque tel n'est pas le cas, les tribunaux administratifs peuvent constater la nullité du contrat de marché public. Subsidiairement, si les conditions de la nullité ne sont pas réalisées, les tribunaux administratifs peuvent octroyer une injonction contraignant le pouvoir adjudicateur à résilier ou modifier le contrat de marché public (SPf). [www.lawinside.ch/1610/](http://www.lawinside.ch/1610/)

## **ATF 151 I 225**

### **La régularité de la votation fédérale sur la réforme AVS 21**

(i) Toute irrégularité dans la diffusion d'informations au corps électoral ne franchit pas nécessairement le seuil de gravité suffisant pour conduire à une annulation de la votation concernée. (ii) La sécurité du droit s'oppose à l'annulation d'une votation lorsque l'objet de cette votation est déjà entré en vigueur et qu'une annulation aurait des conséquences financières, juridiques et/ou organisationnelles importantes (MC). [www.lawinside.ch/1613/](http://www.lawinside.ch/1613/)

**ATF 151 II 277**

**Le refus de prolongation de l'autorisation de séjour d'un ressortissant de l'UE devenu inactif**

Un ressortissant de l'Union européenne devenu inactif après un accident de travail, qui ne dispose ni de la qualité de travailleur ([art. 6 Annexe I ALCP](#)), ni d'un droit de demeurer après la fin de son activité économique ([art. 4 al. 1 Annexe I ALCP](#)), ne peut prétendre à la prolongation de son autorisation de séjour selon l'ALCP (NM). [www.lawinside.ch/1614/](http://www.lawinside.ch/1614/)

**TF, 24.04.2025, 1C\_675/2024\***

**Le contenu d'une ordonnance d'exécution par substitution**

Une ordonnance d'exécution par substitution doit énoncer tous les éléments nécessaires pour déterminer l'étendue des travaux en vue de la remise en état et les conséquences en cas de non-exécution (MC). [www.lawinside.ch/1620/](http://www.lawinside.ch/1620/)

**TF, 19.05.2025, 2C\_699/2023\***

**L'ancien travailleur salarié devenu apprenti et l'ALCP**

Lorsqu'une personne perd son statut de travailleur salarié au sens de l'[art. 6 Annexe I ALCP](#), des revenus trop modestes dans le cadre d'une activité réelle et effective ne lui permettent pas de le retrouver. L'approche n'est pas plus souple dans le cadre d'un apprentissage malgré les objectifs particuliers de ce contrat ([art. 344 ss CO](#)) (CdS). [www.lawinside.ch/1621/](http://www.lawinside.ch/1621/)

**TF, 13.08.2025, 1C\_200/2024, 1C\_208/2024\***

**Le contrôle préjudiciel d'un plan partiel d'affectation**

L'annulation d'un plan général d'affectation n'entraîne pas forcément l'abrogation d'un plan partiel d'affectation avec lequel il présente un lien étroit. Elle peut toutefois être considérée comme une modification de circonstances justifiant un contrôle préjudiciel du plan partiel d'affectation, à condition que d'autres circonstances concrètes s'y ajoutent (MC). [www.lawinside.ch/1624/](http://www.lawinside.ch/1624/)

**TF, 27.11.2024, 1C\_275/2022**

**L'indemnité en cas de déclassement**

Un déclassement ne donne pas forcément lieu à une indemnité. Encore faut-il qu'il existe une haute probabilité de construction dans un avenir proche. Cette probabilité s'apprécie sur la base de l'ensemble des circonstances objectives et subjectives. L'absence d'intention de bâtir réduit la vraisemblance de la réalisation d'une construction à brève échéance (MC). [www.lawinside.ch/1632/](http://www.lawinside.ch/1632/)

**TF, 29.08.2025, 1C\_237/2025**

**La destitution d'un·e juge à la suite d'une dénonciation manifestement infondée visant un·e collègue**

La destitution d'un·e juge, prévue en tant que sanction disciplinaire par le droit cantonal, n'est pas arbitraire lorsque le·la juge a, par son comportement, porté atteinte à la dignité de la magistrature ([art. 80 al. 1 lit. g LOG/TI](#)). En l'espèce, le juge avait dénoncé son collègue, président du Tribunal, pour pornographie ([art. 197 CP](#)), en ne pouvant ignorer que la plainte était infondée (CdS). [www.lawinside.ch/1633/](http://www.lawinside.ch/1633/)

**TF, 04.09.2025, 2C\_616/2024\***

**La primauté du droit fédéral et la mise en œuvre de l'art. 19 al. 6 LTr en droit cantonal**

La LTr règle la protection des travailleurs de manière exhaustive. En application de l'art. 49 Cst., le droit cantonal ne peut pas imposer la conclusion d'une CCT étendue pour autoriser une ouverture dominicale des magasins au sens de l'art. 19 al. 6 LTr (CdS). [www.lawinside.ch/1636/](http://www.lawinside.ch/1636/)

**TF, 19.03.2025, 6B\_923/2024\***

**La pénalisation de la mendicité passive : une *ultima ratio***

Le prononcé d'une amende pour mendicité passive ne peut intervenir qu'après l'échec d'autres mesures à caractère administratif (éloignement par la police, prononcé d'un avertissement assorti d'informations claires). Les « abords immédiats » au sens de l'art. 11A al. 1 let. c LPG/GE ne sauraient excéder quelques mètres (TP). [www.lawinside.ch/1637/](http://www.lawinside.ch/1637/)

**TAF, 31.03.25, B-3655/2023**

**La constitutionnalité de la suppression des bonus des cadres de Credit Suisse**

Les mesures prises en matière de rémunération sur la base de l'art. 10a al. 1 et 2 LB ne peuvent s'étendre au-delà de la durée de l'aide financière de la Confédération (SPf/EJG). [www.lawinside.ch/1638/](http://www.lawinside.ch/1638/)

**TF, 16.09.2025, 2C\_54/2025\***

**Violation du devoir de récusation en procédure d'adjudication, quid iuris ?**

Une décision d'adjudication rendue en violation du devoir de récusation doit en principe être annulée, sans que le recourant n'ait à démontrer que la décision aurait été différente en cas de respect de ce devoir. Exceptionnellement, l'autorité de recours peut renoncer à l'annulation si elle démontre que la violation n'est pas importante et qu'elle n'a en réalité nullement influé sur le choix de l'adjudicataire (TP). [www.lawinside.ch/1644/](http://www.lawinside.ch/1644/)

**TF, 01.09.2025, 1C\_730/2024\***

**L'existence d'une tâche fédérale en matière de protection des eaux**

L'existence d'une tâche fédérale au sens de l'art. 12 al. 1 let. b LPN peut être déduite d'une autorisation fondée sur les art. 19 al. 2 LEaux et 32 al. 2 OEaux, ces dispositions poursuivant l'objectif de la protection des eaux souterraines contre les dangers possibles (MC). [www.lawinside.ch/1645/](http://www.lawinside.ch/1645/)

**TAF, 01.10.2025, B-2334/2023**

**La constitutionnalité de la « décision AT1 » de la FINMA dans l'affaire Credit Suisse (1/2) : La qualité pour recourir des détenteurs d'obligations AT1**

Les détenteurs d'obligations AT1 disposent de la qualité pour recourir contre la décision de la FINMA ordonnant l'amortissement des instruments de capital AT1. Bien que l'annulation de la décision ne permette pas, à elle seule, la réparation du dommage subi par les détenteurs de créances obligataires AT1, il convient de leur reconnaître un intérêt digne de protection au regard des avantages procéduraux qu'apporterait l'annulation dans une procédure civile ou en responsabilité de l'État future (SPf). [www.lawinside.ch/1648/](http://www.lawinside.ch/1648/)

## **CourEDH, 10.07.2025, Semenya c. Suisse [GC], requête no 10934/21**

### **CourEDH, Semenya c. Suisse : Le devoir d'examen « particulièrement rigoureux » du Tribunal fédéral en matière d'arbitrage sportif**

L'art. 6 CEDH est applicable même si les faits à l'origine du litige se sont produits exclusivement à l'étranger, pour autant que l'affaire porte sur une action civile, que le droit interne reconnaisse la possibilité d'engager cette action et que le droit revendiqué soit a priori un droit « de caractère civil » au sens de l'art. 6 par. 1 CEDH. Lorsque la compétence obligatoire et exclusive du TAS est imposée à un sportif, avec pour conséquence l'ouverture de la voie du recours au Tribunal fédéral (cf. art. 190 LDIP), que le litige porte sur des droits « de caractère civil » au sens de l'art. 6 par. 1 CEDH de ce sportif et que ces droits correspondent, en droit interne, à des droits fondamentaux, le Tribunal fédéral doit opérer un examen « particulièrement rigoureux » de la cause (IB). [www.lawinside.ch/1650/](http://www.lawinside.ch/1650/)

## **TAF, 01.10.2025, B-2334/2023**

### **La constitutionnalité de la « décision AT1 » de la FINMA dans l'affaire Credit Suisse (2/2) : la décision de la FINMA se fonde sur une base légale insuffisante et inconstitutionnelle**

Un amortissement des AT1 n'était contractuellement prévu que dans l'hypothèse où Credit Suisse ne satisferait plus aux exigences en matière de fonds propre. Ces conditions n'étant pas réalisées, la décision ordonnant l'amortissement des AT1 porte gravement atteinte à la garantie de la propriété (art. 26 Cst.). Aucune base légale suffisante (art. 36 al. 1 Cst.) ne permet à la FINMA de prendre une telle décision. L'art. 26 LB ne l'autorise qu'à prendre des mesures directes à l'encontre des banques. L'ordonnance d'urgence du Conseil fédéral n'est pas une base légale formelle. Elle est donc insuffisante pour fonder une telle restriction de l'art. 26 Cst. Elle est, par ailleurs, inconstitutionnelle (SPf/CH). [www.lawinside.ch/1657/](http://www.lawinside.ch/1657/)

## **TF, 21.07.2025, 2C\_332/2024\***

### **La nullité d'une décision de levée du secret médical**

Une décision de levée du secret professionnel est nulle lorsque le maître du secret n'a pas été invité à participer à la procédure et que la décision ne lui a pas été notifiée, pour autant que la nullité porte une atteinte admissible à la sécurité juridique (IB). [www.lawinside.ch/1658/](http://www.lawinside.ch/1658/)

## **TF, 28.10.2025, 1C\_302/2023**

### **Non-classement ou déclassement: la présomption de conformité des plans à la LAT**

Pour déterminer si l'affectation d'une parcelle en zone non-constructible constitue un non-classement ou un déclassement, il faut examiner si le plan initial était conforme à la LAT. Les plans postérieurs à l'entrée en vigueur de la LAT bénéficient d'une présomption de conformité. Cela étant, le plan ne peut bénéficier d'une telle présomption si, au moment de son adaptation, la commune savait que la zone à bâtir était trop vaste (MC). [www.lawinside.ch/1659/](http://www.lawinside.ch/1659/)

**TF, 29.07.2025, 2C\_416/2024, 2C\_417/2024\***

## **La responsabilité de l'institution indépendante de l'administration (art. 19 al. 1 LRCF)**

La responsabilité d'une institution indépendante de l'administration ordinaire au sens de l'[art. 19 al. 1 LRCF](#) suppose que celle-ci agisse, en vertu d'une base légale suffisante, en tant que délégataire d'une tâche de droit public de la Confédération. L'[art. 19 LRCF](#) ne s'applique pas lorsque l'entité ne fait que participer à l'exécution de cette tâche en tant qu'auxiliaire (TS). [www.lawinside.ch/1661/](http://www.lawinside.ch/1661/)

**TF, 07.11.2025, 1C\_413/2024**

## **L'invalidation d'une initiative populaire cantonale sur la taxation progressive des dépenses publicitaires**

Une atteinte à la liberté économique ne respecte pas le principe de la proportionnalité lorsque la progressivité d'une taxe ne permet pas d'établir un lien suffisant entre l'atteinte portée à cette garantie et l'objectif poursuivi par la taxe. Dans ce cas, la taxe est impropre à atteindre le but visé (MC). [www.lawinside.ch/1664/](http://www.lawinside.ch/1664/)

**TF, 21.10.2025, 2C\_64/2025\***

## **Les limites à l'exigence d'un passeport en cas d'octroi d'une autorisation de séjour**

Lorsqu'un ressortissant étranger sollicite la transformation de son admission provisoire en autorisation de séjour et qu'il en remplit les conditions légales, l'autorité ne peut en subordonner l'octroi à la production d'un passeport dont l'obtention implique une déclaration d'auto-incrimination exigée par l'Etat d'origine (JM). [www.lawinside.ch/1672/](http://www.lawinside.ch/1672/)

---

Proposition de citation : MARGAUX COLLAUD, Rétrospective en droit public 2025, [www.lawinside.ch/public25.pdf](http://www.lawinside.ch/public25.pdf)

Lien de téléchargement : [www.lawinside.ch/public25.pdf](http://www.lawinside.ch/public25.pdf)